Naissance et développement de l'AFDI Maine-et-Loire (1975-2003)

Virginie Humeau

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1107>

DOI : 10.4000/abpo.1107

ISBN : 978-2-7535-1498-0

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 juin 2005

Pagination : 191-206

ISBN : 978-2-7535-0169-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Virginie Humeau, « Naissance et développement de l'AFDI Maine-et-Loire (1975-2003) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 112-2 | 2005, mis en ligne le 20 juin 2007, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1107> ; DOI : 10.4000/abpo.1107

Naissance et développement de l'AFDI Maine-et-Loire (1975-2003)

Virginie HUMEAU

Doctorante, Université de Paris V

Cette communication est basée sur les résultats d'un mémoire de DEA de sciences sociales qui portait sur la naissance et l'évolution de l'association « Agriculteurs Français et Développement International ». Le travail d'enquête a été centré sur l'association AFDI Maine-et-Loire à travers une vingtaine d'entretiens auprès de ses membres. Il s'agit ici de s'intéresser à la place d'AFDI en tant qu'association de développement international dans la vie sociale du lieu de son implantation : le Maine-et-Loire.

Cette perspective paraît d'autant plus évidente qu'AFDI Maine-et-Loire a pour objectif non pas l'aide aux pays en voie de développement mais les échanges entre agriculteurs. L'idée d'un apport mutuel, de la réciprocité, de l'égalité des partenaires dans l'échange, est au cœur du projet de l'association, et ce dès sa création. Le lieu de l'action de développement, selon les objectifs que s'est donné AFDI se situe aussi bien du côté des pays du Tiers-Monde que du côté du monde rural français. C'est cette réciprocité que cette étude veut interroger et qui amène un certain nombre de questionnements : Comment ces valeurs constitutives du projet associatif sont-elles nées ? Quelles modalités de fonctionnement ont été mises en place en rapport avec cette finalité ? Quelles sont les formes de l'engagement et les conceptions du développement auxquelles se réfèrent les membres de l'association ?

**« Agriculteurs Français et Développement International » :
création et essor de l'association**

***La création d'une association de développement international :
une action dans la continuité de la modernisation
et de l'ouverture du monde paysan des années d'après-guerre***

L'association « Agriculteurs Français Développement International » a été créée en 1975. Ses fondateurs font donc partie de la génération qui a pris la relève de l'agriculture française au sortir de la deuxième guerre mondiale. En 1945, l'agriculture de l'Ouest de la France vivait encore sur

les mêmes bases agronomiques et sociales qu'au siècle précédent. Les années d'après-guerre ont été marquées par l'essor d'un nouveau dynamisme et l'accélération du changement à grande échelle dans l'agriculture française.

Après la deuxième guerre mondiale, la Jeunesse Agricole Catholique (JAC) a été le creuset où se sont formés les nouvelles attitudes et les nouveaux comportements. La JAC rassemblait les jeunes dans les villages autour de préoccupations opérationnelles concernant les progrès techniques de l'agriculture, mais également dans une réflexion plus globale sur l'avenir de l'agriculture et des territoires. On retrouve les membres de la JAC dans les structures d'entraide et de formation mises en place dans ces années d'après-guerre, qui ont contribué à la formation d'une nouvelle génération d'agriculteurs (CETA, Centre d'Études Techniques Agricoles ; CUMA, Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole ; CNJA, Centre National des Jeunes Agriculteurs). Dans ces nouvelles structures, les jeunes agriculteurs s'approprient et vulgarisent les nouvelles techniques agronomiques, renouvelant ainsi en quelques années des savoirs faire qui avaient peu évolué depuis le siècle précédent. La modernisation des transports leur permet par ailleurs de sortir du village, et d'éprouver de nouvelles manières de travailler. La diversité, l'entretien et le coût d'un matériel de plus en plus complexe nécessitent l'invention de nouvelles pratiques coopératives, spécialisées et organisées. Les progrès techniques sont donc accompagnés de changements sociaux : maîtrise des nouvelles techniques et mise en commun des efforts vont de pair.

Cette époque voit l'émergence des quatre grandes organisations professionnelles agricoles (OPA) considérées comme représentatives de la profession et de ce fait interlocuteurs officiels dans toutes les négociations de politique agricole : la Fédération des Syndicats d'Exploitants agricoles (FNSEA), le Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA), l'Assemblée des Présidents des Chambres d'Agriculture (APCA) et la Confédération nationale de la Mutualité, du Crédit et de la Coopération agricole (CNMCCA). En 1975, ce sont ces quatre organisations agricoles nationales qui décident de créer une association nommée « Agriculteurs Français Développement International », basée sur la structure régionale.

AFDI a été créée dans une période de généralisation de la société de consommation moderne, et de progrès économique fulgurant. Cette époque des Trente Glorieuses voit apparaître la construction d'une société de consommation de masse et du confort matériel mais aussi avec elle le sentiment d'un manque de lien social face à l'augmentation des inégalités. En 1973, les OPA décident d'un prélèvement d'un millième de la production céréalière pour faire face à la sécheresse exceptionnelle qui sévit au Sahel. Cette première initiative ressort plus de l'opération caritative que de la véritable aide au développement. Mais très vite, une réflexion est engagée sur l'aide au développement dans les pays du Tiers-Monde et le rôle de l'agriculture au niveau international.

La création d'AFDI est présentée comme une extension de la « traditionnelle solidarité paysanne » aux paysans étrangers. Au nom de l'entraide paysanne, les agriculteurs français ne peuvent rester inactifs devant les difficultés des agriculteurs des pays du Tiers-Monde. Cet intérêt pour les pays lointains est en continuité avec la modernisation fulgurante et l'ouverture sur le monde extérieur qu'a connu le monde agricole d'après-guerre. Comme le leitmotiv de la JAC avait été de travailler pour que les paysans prennent la place qui leur revenait dans la modernisation de la France de l'après-guerre, il s'agit avec cette association d'« agir pour une juste reconnaissance du travail des paysans dans un contexte de mondialisation des échanges » [extrait de documents de présentation de l'association].

Une association dans la mouvance tiers-mondiste

Les objectifs définis dans les statuts de l'association sont de trois ordres :

« informer les agriculteurs et les ruraux sur la situation et les besoins des agriculteurs des pays en voie de développement ; établir des relations avec les représentants des agriculteurs de ces mêmes pays, afin de permettre une connaissance réciproque ; entreprendre toute action susceptible de permettre une amélioration des conditions de vie des agriculteurs de des pays en voie de développement et développer une solidarité agissante des agriculteurs français. »

Cette coopération avec les pays du Sud est basée avant tout sur le métier et l'identité professionnelle. AFDI met en avant l'organisation paysanne comme socle du développement : il ne s'agit pas uniquement d'effectuer des transferts de technologie mais de faciliter l'acquisition de moyens pour créer, animer, développer les organisations de paysans. L'action est basée sur l'échange d'expériences, qui doit servir aussi bien à l'émergence de structures professionnelles au Sud, qu'à la remise en cause des modèles de production au Nord. En effet AFDI entend aller au-delà de la simple aide au développement des pays du Tiers-Monde et affirme la réciprocité des échanges. L'engagement des agriculteurs du Sud dans la création d'organisations professionnelles et dans l'élaboration de leurs règles de fonctionnement doit provoquer chez les agriculteurs français une réflexion sur leur propre engagement au sein de leurs structures professionnelles.

Depuis les décolonisations, les ONG n'ont cessé de se multiplier dans les pays du Tiers-Monde sous couvert de principes et d'idéologies qui ont évolué dans le temps. En France la colonisation a constitué un puissant ferment de représentations et de développement associatif, chrétien notamment, dans les pays du Tiers-Monde. Les missionnaires stimulent le développement d'associations de soutien caritatif aux populations démunies. On retrouve cette période, qui peut être considérée comme une « genèse » de l'action associative vers les pays du Tiers-Monde, dans les propos des fondateurs d'AFDI et des agriculteurs de cette génération : l'influence des missionnaires et des valeurs chrétiennes est présentée comme importante

dans le cheminement vers la création d'une association de développement international.

Des années 1960 à 1980, c'est un mouvement associatif solide qui, en s'appuyant sur l'idéologie tiers-mondiste, a mis en œuvre des microprojets en lien avec des partenaires dans les pays du Tiers-Monde. AFDI, en mettant en avant un développement sur le long terme, basé sur l'échange d'expériences et la solidarité paysanne, se situe bien dans cette mouvance tiers-mondiste, qui atteint son apogée dans les années 1970. Ce courant tiers-mondiste se forme à la conjonction des courants chrétiens et marxistes. Peuples et hommes du Sud sont considérés comme les acteurs de leur développement et de leur histoire. Ce sont donc sur les sociétés civiles que repose le développement, ce qui permet un développement à long terme et de partenariat durable : le développement se veut pédagogique avec pour base la mise en valeur des hommes, et non une simple optimisation technique des ressources économiques. Les associations tiers-mondiste prônent un développement participatif, fondé sur le partage et le partenariat.

Cette idéologie tiers-mondiste a été progressivement remplacée dans les années 1980 par « le tout humanitaire ». Le développement à long terme préconisé par le tiers-mondisme est considéré comme inopérant, et laisse place à une aide d'urgence fondée sur l'universalité des droits de l'homme et le devoir d'ingérence non gouvernementale. Les hommes ne sont plus considérés comme des acteurs mais des victimes. L'action sur le terrain est pensée en termes d'efficacité directe et de logistique. Le développement participatif tiers-mondiste laisse place à une vision opérationnelle de l'aide, en remettant l'examen des causes à plus tard : la bonne gestion est le remède à la pauvreté. Les messages véhiculés par ces associations passent du registre idéologique au registre émotionnel, et d'échanges entre acteurs identifiables, à un flux anonyme de dons.

Dans ce contexte, les associations tiers-mondistes des années soixante-dix se sont trouvées relativement marginalisées, notamment du fait de la grande médiatisation des ONG dites « humanitaires ». Les concepts de développement et de solidarité sortent singulièrement fragilisés. Bien que plus discrètes un certain nombre d'associations ont continué à réfléchir sur ce concept mais leur audience a été amoindrie. En effet, comme AFDI, beaucoup d'associations n'ont pas pour autant changé fondamentalement d'optique dans leurs actions avec le Sud. Ce contexte est cependant à prendre en considération dans la crise des vocations militantes et du difficile renouvellement des générations qu'elles vivent aujourd'hui.

La création d'AFDI Maine-et-Loire et Pays de la Loire : un mouvement décentralisé et localement enraciné

La structure nationale de AFDI, basée sur des associations régionales, est donc créée en 1975. Six ans plus tard, en 1981, une AFDI est créée en Pays de la Loire, qui s'organise rapidement en cinq comités départemen-

taux : des associations départementales sont créées dans chaque département des Pays de la Loire, la Vendée, la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Sarthe et la Mayenne.

La responsabilité des missions et interventions est assumée par les structures locales du mouvement. Contre une vision véhiculée par l'aide d'urgence, de la solidarité comme une marchandise, gérée dans une logique d'entreprise par des « experts » en développement, AFDI entend conserver à la base de son dynamisme, les différents mouvements associatifs locaux. AFDI met en avant les mouvements locaux, comme « socle de la mobilisation des hommes au sein même de leur environnement social et professionnel » (Extrait de la charte).

L'association départementale est chargée en premier lieu de mobiliser à la base un maximum de personnes afin de mettre en place des échanges et de sensibiliser aux problèmes agricoles dans les pays du Sud : « la mobilisation des hommes n'est pas une donnée secondaire de l'action des AFDI mais bien une composante permanente de cette action » (extrait de la charte). L'association départementale doit également entretenir les liens avec les organisations professionnelles : les OPA sont d'une part des financeurs, mais également des relais de l'action d'AFDI. Un certain nombre de membres de l'association départementale se sentent investis de ce rôle de diffusion et de collecte de fonds dans leur entourage professionnel ou dans leur commune.

AFDI Pays de la Loire collabore avec une ONG burkinabé : la Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN), dont le siège se trouve à Ouahigouya (au nord-ouest du pays). Cette relation de partenariat se fonde sur un processus de connaissance et de confiance qui s'inscrit dans la durée.

L'information du milieu rural, premier objectif des statuts se fait par différents moyens : publication d'un bulletin d'information, organisation de journées de formation sur les enjeux mondiaux de l'agriculture, présence sur diverses foires ou autres manifestations. L'association vise également, au-delà de l'information à établir des relations entre les agriculteurs pour permettre une connaissance réciproque. Cet objectif est concrétisé par l'accueil tous les ans pendant deux mois, de deux animateurs burkinabés par département. Les voyages rencontres organisés également tous les ans constituent le pendant à l'accueil : un groupe d'agriculteurs français part au mois de décembre au Burkina Faso où un circuit à travers le pays doit leur permettre de rencontrer les agriculteurs burkinabés et de connaître leur vie quotidienne.

À partir de 1989, la construction d'un barrage dans la province du Yatenga a constitué un investissement important. La construction de ce barrage a permis le développement du maraîchage en amont et en aval de celui-ci et initié la coopération technique entre les agriculteurs des Pays de la Loire et les agriculteurs burkinabés sur ce thème (organisation de groupes de travail thématiques et de missions courtes). En 1991, AFDI Pays

de la Loire s'est engagée à suivre la mise en place d'une Cellule Agro Économique (CAE) au sein de la FNGN. Cette cellule a pour mission de participer à la formation des paysans en fonction de leurs demandes dans le domaine de la formation technique en faisant le lien entre les cellules techniques (élevage, maraîchage, comité d'animation commerciale), et dans le domaine du conseil en gestion.

AFDI Maine-et-Loire, acteurs, réseaux et fonctionnement

Une association mandatée par les organisations professionnelles agricoles (OPA) : une position ambivalente

Les organisations professionnelles agricoles locales citées dans la partie précédente disposent, en tant que membre fondateur ou associé, d'un représentant au Conseil d'administration d'AFDI. La contribution financière conséquente des OPA et la nomination d'un délégué au conseil d'administration laisse supposer une forte implication de celles-ci dans l'association. Mais les attentes des OPA par rapport leur participation à AFDI Maine-et-Loire restent floues. Peu de réflexions sur les enjeux de l'agriculture au Sud sont menées dans les OPA locales. Les responsables des OPA semblent plus engagés de par leur sensibilité personnelle et parlent difficilement au nom de leur organisation. Finalement les délégués des OPA sont considérés autant comme des représentants des OPA à AFDI que comme des représentants d'AFDI dans leur OPA.

Cette difficulté à positionner les OPA par rapport à AFDI montre l'ambiguïté du mandat que celles-ci donnent à l'association en la créant. Toucher un maximum de gens est un but de l'association. Ce but est d'un côté partiellement réalisé par la visibilité que donne la FNSEA à AFDI dans le monde agricole. Cependant, inversement, la présence des OPA et particulièrement du syndicat FNSEA met un frein à cette mission de diffusion auprès d'un éventail élargi de personnes : pour certaines personnes qui ne sont pas syndiquées, ou syndiquées ailleurs, AFDI reste une association née de la FNSEA, ce qui peut justifier le fait qu'elles ne se sentent pas trop impliquées ou concernées. Cette observation pourrait s'accroître à l'avenir étant donné la baisse de l'audience des syndicats en général. Quoi qu'il en soit, cette relation entre AFDI et les OPA est floue et mal comprise par la majorité des adhérents individuels.

AFDI se trouve, vis-à-vis des OPA, dans une position ambivalente : entre l'instrumentalisation par les OPA ou la marginalisation dans le monde agricole, entre la sympathique « BA » des agriculteurs ou la remise en cause radicale des systèmes de production, le positionnement d'AFDI n'est pas simple.

AFDI a longtemps été considéré comme la bonne conscience des OPA, une image dont elle essaie de se sortir aujourd'hui. AFDI est parfois taxée dans les entretiens d'« alibi » ou de « BA » pour les membres de la fédération : comme si en donnant de l'argent à AFDI, les OPA se dispensaient d'un

coup de réfléchir aux enjeux des échanges agricoles avec les pays du Sud. Pour certains l'action d'AFDI et les orientations de la FNSEA sont trop en contradiction. Pour d'autres, bien qu'il existe des contradictions entre les valeurs prônées par AFDI et les orientations de la FNSEA, les organisations professionnelles écoutent ce qu'AFDI a à leur dire, et les relations sont relativement bonnes. Ils font remarquer que le rôle d'AFDI est d'autant plus important : en tant qu'association créée par les grandes OPA, elle est la plus à même de sensibiliser de l'intérieur le monde agricole aux enjeux de l'agriculture dans une perspective tiers-mondiste.

Cependant il semble difficile pour AFDI de s'exprimer de façon autonome par rapport aux grandes OPA, fondatrices et soutiens financiers de l'association. Le discours de l'association, de par son origine et sa composition ne peut être trop radical et contestataire. Le travail de sensibilisation du milieu rural français se fait donc plus sur le mode de l'éducation au développement que sur le mode de la dénonciation virulente comme peuvent le faire certaines associations tiers-mondistes très ancrées à gauche politiquement.

S'engager dans une association de développement international : militantisme ou altruisme ?

L'association est donc composée d'OPA, représentées au conseil d'administration par des délégués ; mais des personnes s'y impliquent également dans leur nom propre. Pourquoi les individus s'engagent-ils dans une association ? Les mécanismes de l'engagement sont en réalité bien difficiles à comprendre, les motivations de l'action sont souvent équivoques et multidimensionnelles. Elles sont pourtant déterminantes dans le domaine associatif où l'organisation est basée sur l'engagement.

L'engagement dans une association doit être remis en perspective dans un cheminement personnel. Les personnes que nous avons rencontrées font référence à différents paramètres pour expliquer leur intérêt pour AFDI : tradition familiale d'accueil, intérêt plus particulier pour l'Afrique, lien avec d'autres associations de développement ou humanitaires. Beaucoup ont d'autres responsabilités dans la municipalité, la paroisse, les loisirs. Par ailleurs, AFDI est une association connue dans le monde agricole, mais l'accueil des animateurs burkinabés est la principale démarche qui permet d'impliquer de nouvelles personnes dans l'association.

Les entretiens effectués auprès des membres de l'AFDI Maine-et-Loire révèlent deux types d'engagements : l'engagement de type « altruiste » et l'engagement de type « militant ». Ces types sont idéaux, c'est-à-dire qu'ils constituent deux modèles de référence qui nous aident à comprendre ce que signifie l'engagement. Mais une personne peut se réclamer à la fois de l'altruisme et des valeurs liées au don, et de valeurs plus militantes et actives pour expliquer son engagement dans une association de développement international.

L'engagement altruiste se fait sur le thème de la gratuité du geste et du don de soi et de son temps. L'altruisme fait appel à des motivations de l'ordre de l'enrichissement personnel et de la réalisation de soi (se sentir utile, se réaliser dans un type d'activité) : découvrir un pays nouveau, s'ouvrir à des cultures différentes, pouvoir échanger avec des gens différents, connaître leurs modes de vie, changer de regard... Il ne s'agit pas de mobiliser autour d'une cause, mais plus de s'accomplir soi-même et de s'investir dans une cause à laquelle on croit.

Le discours militant à l'inverse relève d'une parole plus virulente et mobilisatrice : il s'agit de se battre pour faire bouger les choses, dans le cadre d'un projet de société. Les militants basent leur engagement non plus seulement sur la participation concrète et le don de son temps ou de soi, mais visent également à organiser l'action, et à informer autour d'eux. Mais être militant ne signifie pas seulement participer activement au projet de l'association. L'essentiel est de continuer, personnellement, tout au long de sa vie, à poser des actes qui promeuvent les idées qu'on défend.

Le phénomène générationnel et l'évolution des formes de l'engagement : la fin du « militant » ?

Les membres les plus actifs d'AFDI sont pour beaucoup des retraités, ou des personnes qui envisagent la retraite dans quelques années. Beaucoup regrettent ce manque de jeunes, qui se traduit par un manque de dynamisme dans l'association selon eux. Par ailleurs, la présence de personnes en activité est importante pour que l'association puisse prétendre à sa vocation de représentante du monde agricole auprès des autres ONG de développement international. La présence d'actifs permet également de diffuser plus largement les actions d'AFDI dans les organisations professionnelles et dans la profession en général mais aussi dans les organismes qui ne sont pas liés à l'agriculture.

Au-delà de la différence de disponibilité entre les actifs et les retraités, on peut distinguer deux générations, aux caractéristiques différentes : les fondateurs, et la relève. La génération des fondateurs d'AFDI, qui a eu vingt ans à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dit souvent retrouver dans les pays africains l'agriculture des années 1950. De fait ils se sentent plus compétents pour proposer des formes de changement, ce changement même qu'ils ont connu dans leur jeunesse. Ils n'entendent plus reconstruire les OPA qu'ils ont élaborées en France mais construire celles du Sud en apportant leur expérience. Leur conception du développement est relativement linéaire : le développement est un processus qui nécessite le franchissement d'étapes. Les anciens ont le sentiment de comprendre les Africains pour avoir vécu la même chose. Ils s'appuient plus sur ce qui les rapproche des paysans burkinabés que sur les différences, au risque, selon certaines personnes plus jeunes, de ne pas accepter ces différences et de juger trop vite selon leurs propres critères. Ce même aspect se traduit parfois dans le dis-

cours des plus anciens par une certaine déception par rapport à ce qui a été entrepris au Burkina Faso et le décalage avec les résultats escomptés.

Aujourd'hui, les membres de l'association qui ont suivi la génération des fondateurs (la « relève ») semblent moins sûrs du système de production des pays dits « développés » et des structures agricoles en France. Ils sont plus prêts à les faire évoluer, en partenariat avec les pays du Sud. Cela se traduirait par une écoute plus grande des partenaires africains et une conception d'un développement moins linéaire, et peut-être encore à inventer.

La difficulté de renouvellement que l'on perçoit à AFDI est liée par ailleurs à un processus généralisé d'évolution de l'engagement dans la société. En effet, différents auteurs s'accordent à constater l'effacement d'une figure historique et politique de l'engagement : le militant, au profit d'un nouveau modèle de participation, celui de l'« acteur individuel concret ¹ ».

Le militantisme correspond au modèle de l'engagement illimité, de l'appartenance communautaire. On retrouve ce modèle dans les groupements de la JAC, qui reste la référence des fondateurs de l'AFDI : le « nous jeunes agriculteurs catholiques » constituait ce mythe de l'entité collective référentielle, force mobilisatrice du réseau de groupements. La structuration en groupements fédératifs verticaux est caractéristique de ce type de groupement à participation communautaire, où le national renforce le sens du groupe local, tandis qu'aujourd'hui le groupement local n'entend tirer sa légitimité que de son seul secteur d'action.

Aujourd'hui l'engagement associatif circonscrit généralement des intérêts monofonctionnels dans des rassemblements de durée et d'objectifs limités. À l'inverse de l'idéal fusionnel du modèle précédent, la construction de l'identité collective du groupe n'est plus au centre de l'engagement dans la vie associative. Les compétences personnelles sont valorisées, les individus jouent un rôle de plus en plus actif, indépendamment des groupes d'appartenance dont ils sont issus et des « constellations » idéologiques, et institutionnelles, qui structuraient le monde associatif. L'efficacité, l'obtention de résultats partiels négociés y sont privilégiés. Cette évolution du statut des acteurs de l'action collective est à rapporter au processus général d'individualisation à l'œuvre depuis une trentaine d'années. L'individu s'émancipe davantage des rôles, des modes de vie et des groupes d'appartenance qui lui sont socialement assignés. Cette mise à distance critique des cadres sociaux implique plus de doutes et de modestie dans l'engagement, la difficulté à changer l'ordre des choses étant pleinement reconnue.

1. ION, Jacques, « L'évolution des formes de l'engagement public », dans PERRINEAU, Pascal (dir.), *L'Engagement politique : déclin ou mutation*, Paris, 1994, Presses de la Fondation Nationale de Science Politique, p. 23-39.

***De l'hétérogénéité des acteurs vers la cohérence du projet :
le sentiment d'un manque de projet fédérateur***

Les nouvelles formes de l'engagement dans l'association qui font du « militant » une figure en déclin, se retrouvent très concrètement dans AFDI Maine-et-Loire par le sentiment d'un manque de projet fédérateur. En effet, outre son caractère ponctuel et informel, le nouvel engagement est marqué par son pragmatisme et son investissement dans l'action directe et concrète.

L'association a préféré se tourner vers la formation des hommes et la qualification professionnelle plutôt que d'investir dans des projets liés à la construction où à l'acquisition de matériel. L'aide est moins ponctuelle sous forme de projets précis mais s'inscrit plus dans la durée et dans la prise en compte de la société burkinabé. Mais cette évolution est parfois difficile à communiquer et contribue à donner une image floue des actions de l'AFDI : les effets d'un soutien à la formation sont en effet moins immédiats et moins visibles que la construction d'un barrage.

Un certain nombre des administrateurs ne se sentent pas assez informés sur la situation pour pouvoir proposer des actions. Les membres du conseil se réfèrent aux animateurs et à des « personnalités » de l'association, qui sont présentes notamment au niveau régional et qui sont considérés comme des experts dans les domaines traités par l'association. L'évolution de l'AFDI vers des projets moins ponctuels et plus de réflexion sur les enjeux globaux du développement et de l'agriculture au Sud a complexifié les débats, de sorte qu'un certain nombre de participants ne se sentent plus vraiment compétents. Par ailleurs, les animateurs sont les personnes les mieux connues de l'association. Ils sont en contact avec toutes sortes de publics et tous types de membres, des plus impliqués aux simples familles d'accueil. Ce sont les animateurs et quelques autres acteurs forts présents au niveau régional qui paraissent faire l'unité de l'ensemble et du projet aujourd'hui plus que les membres de l'association départementale eux-mêmes.

***Retour sur les « échanges paysans » :
pour un développement local et réciproque ?***

***Quand le « Sud » prend forme humaine :
partenariat avec les groupements Naam et échanges paysans***

AFDI base ses actions de développement avant tout sur les « partenariats décentralisés » et les « échanges paysans ». Cette démarche de partenariat correspond, semble-t-il, à une évolution générale dans le domaine du développement. Si les ONG cherchent toujours à répondre aux besoins des populations avec la mise en place de « projets », la mise en œuvre se fait désormais en articulation avec les organisations locales. Le mot « partenariat » a commencé à être employé par les ONG pour se démarquer de la connotation condescendante et paternaliste attachée dans l'opinion commune à l'idée de don « charitable ». En effet, la relation d'aide ou de don est foncièrement inégale et asymétrique : elle s'inscrit dans la chaîne « donner,

recevoir, rendre ». En obligeant celui à qui est destiné le don, le donateur acquiert sur lui de l'ascendant, sinon un certain pouvoir, si celui-ci ne peut rendre. Comment intégrer les « bénéficiaires » de l'action entreprise par l'association à cette action même, et concrétiser leur contribution au projet commun pour ne pas en faire des receveurs passifs ? La notion de partenariat, associée aux valeurs éthiques d'égalité (ou d'équité) et de réciprocité permet de gommer ces distinctions entre bénéficiaires et acteurs dominants en mettant, semble-t-il, tout le monde sur un pied d'égalité. Les bénéficiaires dans le cadre de l'AFDI seraient finalement autant les agriculteurs français que les agriculteurs burkinabés.

On peut s'interroger cependant sur la véritable efficacité de cette notion de partenariat : s'agit-il vraiment d'une démarche nouvelle par rapport à l'aide unilatérale ? Ou ce mot ne fait-il que dissimuler un problème qui reste encore entier, celui de la domination du monde occidental dans les relations Nord/Sud ? Les ONG, en prônant un autre développement peuvent-elles, par les voies de la générosité, sortir du schéma du pouvoir exercé par les puissants sur les faibles ?

Ce partenariat est fondé sur trois composantes : l'identité commune du métier, la réciprocité et la connaissance entre partenaires. L'axe central de l'action en partenariat repose sur les rencontres entre les agriculteurs français et burkinabés, qui permettent la confrontation des expériences vécues. Ces « échanges paysans » mettent l'accent sur les liens directs entre les personnes, à l'inverse du fonctionnement d'appareils qui tendent à transformer chaque individu en « numéro », ou dans le domaine de l'aide humanitaire, en corps à nourrir ou à guérir. En effet un certain nombre d'auteurs s'interrogent sur le type de solidarité générée par ces associations humanitaires professionnalisées et hyper médiatisées : beaucoup qualifient cette solidarité de « molle », « anonyme », « éphémère », ou « virtuelle ».

Les échanges, par l'intermédiaire de l'accueil des Burkinabés en France ou par le voyage au Burkina Faso, constituent une confrontation plus directe avec l'« autre ». Selon le thème de l'identité paysanne, si les individus sont séparés par la culture nationale, ils peuvent se retrouver sur une culture de métier, synonyme de préoccupations et d'une sensibilité proches. Toutefois les personnes que nous avons rencontrées ressentent parfois un trop grand décalage entre les deux types d'agriculture pour pouvoir en faire un véritable point d'appui des échanges. L'échange professionnel est parfois le plus révélateur des décalages, notamment au niveau de la productivité, des surfaces cultivées, de la quantité d'animaux dans une ferme. L'échange professionnel ne représente qu'une partie de la rencontre. Les personnes enquêtées mettent autant en avant l'échange familial et personnel, le partage de la vie de famille et de la vie quotidienne.

Quel « développement » promouvoir à travers ces échanges ?

La conception du développement mise en avant par AFDI passe d'abord et avant tout par le témoignage du modèle de développement français ou

plus largement occidental lors de ces échanges paysans. Il ne s'agit pas d'effectuer un transfert de technologies ou de structures, mais de montrer l'évolution qui a eu lieu en France dans l'agriculture au ^{xx}^e siècle. Ce discours semble avoir été influencé par les critiques faites à la notion même de développement : le concept de développement, comme celui de Tiers-Monde, se sont trouvés vivement contestés pour la charge idéologique qu'ils véhiculeraient en tant que concepts à l'usage des intellectuels occidentaux. Les ONG ont entrepris de proposer une aide au « développement » plus modeste, où il s'agit de témoigner de notre évolution, où celle-ci n'est plus un modèle mais une alternative, et d'inventer ensemble le devenir de nos sociétés.

Délaissant l'appui technique ou le financement direct d'un développement opérationnel qu'elles ont pratiqué auparavant, les ONG de « développement » mettent de plus en plus en avant aujourd'hui un appui institutionnel. Ainsi AFDI veut appuyer la professionnalisation, c'est-à-dire l'émergence d'une paysannerie organisée dans les pays du Sud. Cette professionnalisation passe par la mise en place de structures professionnelles, et par la formation des hommes. Il ne s'agit pas de répondre à des demandes en terme de dons matériels : plus que d'agir sur le « symptôme », il faut agir sur les causes mêmes de la pauvreté, en aidant les populations rurales à s'intégrer dans le tissu économique et leur permettre de s'exprimer dans le champ politique sur leurs choix quant à l'organisation et à la gestion de la société. Dans cette optique le développement s'adresse donc au groupe et non aux individus. Les échanges favorisent les relations d'individus à individus, mais ceux-ci sont considérés avant tout comme des porte-parole du groupe. Il s'agit de former à la fois des techniciens et des professionnels de l'agriculture, mais aussi des leaders « politiques » (dans un sens global par rapport à l'organisation collective et la gestion de la société).

Mais comment ces objectifs et cette conception du développement sont-ils mis en pratique lors des échanges dans les familles ? L'animateur burkinabé est amené à faire beaucoup de visites pour découvrir les structures, agricoles et autres. Dans l'optique d'AFDI, il s'agit modestement de leur faire découvrir l'organisation de la société française. Mais la question de savoir ce qui peut être transposé là-bas est toujours omniprésente et le décalage en termes de confort et de modernisation ressenti lors des échanges est très souvent exprimé en termes de « retard ». Plus généralement, comme l'écrivent O. Dolfus et E. Le Roy, « on sent combien il est difficile de ne pas répéter "là-bas" ce que nous avons vécu ou expérimenté dans nos pays. Comme si notre capacité à inventer s'appliquait mieux au Nord qu'au Sud, ou comme si l'invention avec les gens du Sud était bridée quelque part, sur la base d'un racisme invoué² ».

Les échanges montrent également combien il semble difficile de se détacher de l'aide caritative, plus directe, plus visible et plus mobilisatrice. Si

2. CHOQUET, C., DOLLFUSS, O., LE ROY, E. et VERNIÈRES, M. (dir.), *États des savoirs sur le développement, trois décennies de sciences sociales en langue française*, Paris, Karthala, 1993, 229 p.

les échanges doivent profiter, non seulement à l'animateur accueilli en France mais à tout le groupe, ils excluent en principe toute aide matérielle à l'animateur qui risquerait d'être trop individuelle et déséquilibrante. Mais l'accueil d'un Burkinabé, et plus encore le voyage en Afrique provoque parfois de véritables élans de générosité. Le reproche est parfois fait à AFDI de ne pas s'investir dans l'aide matérielle, qui représente cet aspect « concret » du développement, ce côté très fédérateur autour d'une action, qui manque à l'association selon certains membres.

Les échanges paysans dans la pratique oscillent donc entre l'idée du « témoignage » et de la découverte de systèmes sociaux différents, et l'aide plus matérielle et personnelle à l'animateur et le transfert concret de techniques. L'intérêt d'accueillir des animateurs africains pendant deux mois en France ne semble pas évident au premier abord, y compris pour des familles qui ont accepté d'accueillir. Il y a un certain malaise par rapport aux différences aussi bien dans les modes de vie en général, que plus spécifiquement dans le mode de travail. C'est l'importance du lien interpersonnel qui est mis en avant pour exprimer l'intérêt de ces échanges : ce lien serait un moyen privilégié pour connaître une culture, relativiser ses propres présupposés culturels, favoriser la connaissance entre les peuples, la tolérance. Mais au-delà de cet intérêt global de l'échange, les répercussions des échanges sont difficiles à évaluer concrètement (contrairement à l'aide matérielle). Les Burkinabés retirent-ils des choses concrètes de leur voyage en France ? Doivent-ils en retirer quelque chose de concret ?

De l'aide au développement au Sud vers une problématique du changement au Nord

La mission que se donne AFDI au travers des échanges dénote du paradigme dominant dans le domaine des relations avec le Tiers-Monde, qui veut que l'aide financière et technique circule des riches vers les pauvres, des forts vers les faibles, dans une relation globalement inégale et toujours orientée préférentiellement. Les échanges sont en effet basés sur la réciprocité : les agriculteurs français et les organisations professionnelles tirent autant de bénéfices de ces échanges et sont autant des bénéficiaires que les agriculteurs burkinabés. Cette optique correspond aux nouvelles formes de l'engagement que nous avons relevées : l'engagement dans une association de développement international ne relève plus uniquement du don de soi, de la gratuité mais de l'enrichissement réciproque. On *peut* retirer quelque chose de l'engagement bénévole, bien plus on *doit* en retirer quelque chose afin que l'échange soit « réciproque ». Aussi peut-on s'interroger sur la nature de cette réciprocité et sur sa capacité à effectuer une rupture avec le paradigme dominant de l'aide : les ONG peuvent-elles s'extraire de la structure puissante et contraignante que constituent les relations des « forts » avec les « faibles » ? »

Alors que les années soixante-dix avaient vu émerger les microprojets de développement, les ONG mettent en avant aujourd'hui une réflexion plus glo-

bale sur le développement : le développement peut-il se concevoir comme résultante d'une multitude d'interventions localisées dans leur point d'application, modestes dans les ressources mobilisées, limitées dans leurs effets ? N'y a-t-il pas un risque que les opérations des ONG fonctionnent comme des isolats techniques, sociaux, économiques, financiers sans contribuer à du « développement » conçu comme lié à des transformations et dynamiques de plus grande échelle ? Le passage du micro au macro semble caractériser le rapport problématique des opérations des ONG à la question du développement. Ces questions provoquent un certain scepticisme au niveau des personnes les plus informées de l'association par rapport aux projets qui peuvent être menés dans les pays du Sud. Le recentrage de l'action sur la sensibilisation et le changement au Nord découle de ce scepticisme.

Si le développement s'adressait auparavant à des populations bien définies dans une dichotomie Nord-Sud évidente, la problématique du développement semble aujourd'hui se mondialiser. Le développement dans cette optique ne s'adresse plus seulement aux agricultures du Sud mais enjoint aux OPA du Nord de s'interroger sur leurs propres pratiques (jusqu'à maintenant productivistes), et leur propre conception du développement agricole. En considérant la notion de développement dans sa définition la plus vaste de « changement social », on peut dire que l'association se dirige de plus en plus vers un changement réciproque, sinon pour le moment dans les actions, au moins dans les réflexions qui sont menées au sein des organes de direction. Reste à savoir si un modèle alternatif de développement peut véritablement émerger de la collaboration d'associations du type d'AFDI.

•

AFDI naît historiquement dans un milieu rural en pleine modernisation, dans un contexte de changement accéléré, riche en idéologies mobilisatrices. L'aide caritative, engagée par les OPA suite à la sécheresse de 1973 au Sahel, a rapidement laissé la place à une réflexion plus approfondie sur la question du développement dans une tradition tiers-mondiste. L'ouverture sur les pays du Tiers-Monde s'inscrit dans cette même optique de progrès solidaire et généralisé qui émerge des Trente Glorieuses. L'association s'insère dans un projet global pour le monde agricole de l'époque : de ce projet naissent les valeurs de solidarité, de réciprocité, de partenariat à la base de l'action d'AFDI. Dans la continuité des changements survenus dans le monde paysan à cette période, il s'agit d'étendre la solidarité paysanne qui a été à la base de l'ouverture et du progrès dans le monde agricole français. Dès le départ, c'est donc un projet adressé à la paysannerie mondiale que veut promouvoir AFDI, afin de donner aux agriculteurs le rôle qui leur revient dans la société moderne.

De fait conformément à l'idéal du partenariat, les échanges sont à la base du fonctionnement de l'association d'AFDI Maine-et-Loire. Cependant ces échanges suscitent des engagements hétérogènes de la part des membres de l'association. Beaucoup se détachent de la figure traditionnelle du militant et s'orientent vers un nouveau modèle d'engagement, mar-

qué par l'émergence de ce que J. Ion nomme « l'acteur individu concret ». AFDI est une association relativement bien connue dans le monde agricole mais son organisation très hiérarchisée en association nationale, régionales et départementales, ainsi que ses liens étroits avec le syndicalisme semblent parfois décalés par rapport aux préoccupations des membres qui adhèrent à l'association départementale à titre personnel. Le « militantisme » de la première génération ayant laissé la place à de nouvelles formes de l'engagement, cette organisation semble floue et lointaine à un certain nombre de membres. La structuration en groupements fédératifs verticaux est en effet caractéristique de ce type de groupement à participation communautaire mis en place par les fondateurs d'AFDI, où le national renforce le sens du groupe local, tandis qu'aujourd'hui le groupement local n'entend tirer sa légitimité que de son seul secteur d'action.

Ce nouveau modèle d'engagement repose sur l'enrichissement personnel, la mise en valeur de compétences individuelles, et l'obtention de résultats partiels et négociés. Cet engagement moins militant et plus partiel est à mettre en relation avec la relativisation et la mise à distance critique des cadres sociaux, observées par plusieurs sociologues. L'engagement associatif, dans ce cadre, est teinté de plus de doute et de modestie, la difficulté à changer de fond en comble « l'ordre des choses » étant pleinement reconnue. La confiance dans le développement et le progrès qui caractérisait les fondateurs dans les années 1970 a laissé la place à beaucoup d'incertitudes sur les possibilités d'action et les « bienfaits » du développement dans les pays du Tiers-Monde. Les questions du développement, de la mondialisation paraissent très complexes aux membres de l'association et sont mal maîtrisées. Elles sont laissées aux quelques experts de l'association, dont les salariés. Face à ces questions complexes, les membres aimeraient pouvoir trouver des réponses concrètes et attendent d'une association comme AFDI qu'elle mette en place des solutions. L'action directe et concrète est effectivement plus mobilisatrice que l'appui institutionnel ou à la formation. Cet aspect fédérateur de l'aide concrète (aide matérielle ou projets immobiliers concrets) est révélé dans les discours des membres sur le fonctionnement de l'association mais encore plus dans le déroulement des échanges.

Les échanges paysans revendiquent un développement basé sur la réciprocité, l'échange d'expérience mutuel. Ils sont en cela en étroite relation avec les divers mouvements qui prônent une mondialisation plus humaine, plus sociale, qui tient compte de la base. Les échanges doivent permettre un appui institutionnel et la professionnalisation de l'agriculture au Burkina Faso à travers la formation de leaders. Cependant cette réciprocité semble difficile à mettre en application : le développement est un domaine où les représentations issues de rapports de domination et d'inégalité sont encore très ancrées. Les difficultés à établir et à définir une véritable réciprocité, à mobiliser autour de d'actions de formation et d'échanges, constituent aujourd'hui des enjeux majeurs dans l'activité de l'association. AFDI s'oriente en effet aujourd'hui de plus en plus vers le renforcement de son action de communication et « d'éducation au développement » au Nord.

RÉSUMÉ

AFDI est une association née de la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) en 1975, dans une période d'ouverture et de modernisation accélérée de l'agriculture française. Des premières initiatives, qui ressortaient plus de l'opération caritative, une réflexion plus approfondie s'est très vite engagée sur l'aide au développement dans les pays du Tiers-Monde et le rôle de l'agriculture au niveau international. AFDI entend aller au-delà de la simple aide au développement des pays du Tiers-Monde et affirme la réciprocité des échanges.

AFDI met en avant l'organisation paysanne comme socle du développement : il ne s'agit pas uniquement d'effectuer des transferts de technologie mais de faciliter l'acquisition de moyens pour créer, animer, développer les organisations de paysans. L'action est basée sur l'échange d'expériences, qui doit servir aussi bien à l'émergence de structures professionnelles au Sud, qu'à la remise en cause des modèles de production au Nord.

ABSTRACT

AFDI (french farmers for international development) is an association created by the FNSEA (National trade union of farmers in France) in 1975, at a time of opening and accelerated modernization in French agriculture. After the first actions, which could be called "caritative" operations, the association began very quickly to think more deeply about its contribution to "development" in the Third World countries and the role of agriculture in the international exchanges. AFDI intends to go beyond the simple development aid in the Third World countries and affirms the reciprocity of the exchanges between North and South.

AFDI proposes the organization of the farmers in their own professional structures as a base of the development: development is not only a question of technology transfers, but also means educate people for them to be able to create, animate, develop the organizations of peasants. The action is based on the experience sharing, which must be used as well for emergence of professional structures in the South, as to change the intensive way of producing goods in french agriculture.

This text is based on the results of an academic research work in social sciences about the creation and the evolution of the association AFDI "Agriculteurs Français et Développement International". The work was focused on the association AFDI Maine-et-Loire (which is an area in the west of France) through many interviews with its members. It deals with the question of the role of AFDI as an association of international development in the social life of the French area, where it as been created: the Maine-and-Loire. This question appears all the more obvious as AFDI Maine-et-Loire not only aims at the assistance to countries in their process of development but wants to create exchanges between farmers from both France and Burkina Faso. The idea of a mutual contribution, of reciprocity and of equality of the partners in the exchange, constitute the heart of the project of the association since its creation. The action of development, according to the objectives of AFDI, takes place as well in the Third World countries than in the French rural world. This concept of reciprocity rises up many questions: How these values constituent of the associative project were born? What organization has been set up to realize this finality? What are the types of commitment and the concepts of "development" which the members of association refer to?